

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 20/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYNNOV DECHETS**

14 rue de l'Industrie  
25660 Saône

Références : UID257090/SPR/MJ/2026-0430  
Code AIOT : 0003300307

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement SYNNOV DECHETS implanté Lieu dit Naglau 25620 Les Monts-Ronds. L'inspection a été annoncée le 02/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL BFC. L'objectif était de faire le point sur l'état de fonctionnement du site de gazéification / pyrogazéification situé aux Monts Ronds. Il s'avère que l'activité est à l'arrêt depuis le 24/12/2020. Le contrat de rachat de l'énergie produite a cessé de courir au 31/12/2020.

Pour mémoire, l'Arrêté d'Autorisation initial de 2015 était à destination de l'entreprise BBCL. Il autorise la gazéification de biomasse de déchets du BTP/DND avec épuration du gaz de synthèse, avec une capacité maximale du gazogène de 7,7t / h de combustible à 21,7 % d'humidité sur brut.

En 2016, un APC est pris pour établir le changement d'exploitant ; l'autorisation est alors transférée à l'exploitant SYNNOV DECHETS.

La société SYNNOV DECHETS est en fonctionnement de 2018 au 31/12/2020. Elle subit un redressement judiciaire fin 2021. Le 12/12/2022, le changement d'exploitant au profit de GRAND COMBE SAS est notifié par courrier à la DREAL.

Enfin, en juin 2023, la DREAL a accusé réception du courrier supra indiquant la cession de la société SYNNOV DECHETS vers le nouvel exploitant GRAND COMBE SAS, et précisant que le délai de caducité prescrit par l'article R. 512-74 du code de l'environnement ne s'applique pas à ce site, la raison de "*force majeure*" étant applicable à la situation de cet établissement.

La présidence de la société GRAND COMBE SAS revient à la société IDEX INFRA. Celle-ci devait exploiter l'outil industriel. Néanmoins, aucun débouché pour la chaleur produite et des problèmes techniques récurrents et insurmontables, font que IDEX INFRA n'a jamais réussi à exploiter l'outil de façon industrielle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNNOV DECHETS
- Lieu dit Naglau 25620 Les Monts-Ronds
- Code AIOT : 0003300307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine de pyrogazéification des déchets issus du BTP.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site n'est plus en activité. La procédure de cessation d'activité reste à réaliser pour permettre l'arrêt des autorisations d'exploiter liées à cette exploitation et sortir cet établissement de la législation des ICPE.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Attestation	Code de l'environnement du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	de mise en sécurité	19/08/2022, article R.512-39-1	l'exploitant	
3	Usage futur	Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Déchets et Produits dangereux – Stockage et quantités	Code de l'environnement du 19/12/2022	Demande d'action corrective	3 mois
6	Risque d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 19/12/2022	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	Code de l'environnement du 19/12/2022	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Accès – État général du site	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'échanger avec l'exploitant du site et de lui indiquer la procédure de cessation d'activité à réaliser. Elle a également permis de mettre en lumière la nécessaire évacuation des matériaux / déchets encore présents sur place.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de cessation d'activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>
I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie

au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas notifié au Préfet sa cessation d'activité. Il revient à l'exploitant d'informer par courrier le Préfet de la fin de son activité ainsi que la liste des terrains d'emprise concernés conformément à la réglementation en vigueur. Tant que la procédure de cessation n'est pas réalisée, l'exploitant reste responsable des activités se déroulant sur l'emprise de son site.

La notification prendra la forme d'un simple courrier détaillant l'arrêt de l'activité ainsi que les mesures envisagées dans le cadre de la mise en sécurité, ainsi que le calendrier associé.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les cendres ont été évacuées et que la citerne de stockage est vide. Sur site, l'exploitant a présenté son tableau de suivi des déchets évacués ainsi que les bordereaux associés pour le code déchet 19 01 13\* (cendres volantes contenant des substances dangereuses).

Les dernières évacuations de cendres datent des premier et deuxième trimestres 2021.

Les opérations réalisées en lien avec la gestion des déchets seront à considérer comme des mesures d'ores et déjà prises.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Réaliser la procédure de cessation conformément à la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Attestation de mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre

chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'attestation de sécurité n'a pas été transmise. L'exploitant indique lors de la visite d'inspection avoir besoin de la liste des bureaux d'étude pouvant l'accompagner sur ce sujet. L'inspection des installations classées lui fournit ce lien pour qu'elle puisse mandater un bureau d'étude parmi la liste présentée : <a href="https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297">https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/297</a>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de fournir sous un délai de 3 mois, la justification qu'il a établi un contrat avec le bureau d'étude certifiée de son choix pour faire réaliser la mise en sécurité du site et établir l'ATTES SECUR requise.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.  II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a entrepris ni les démarches de cessation d'activité, ni celles de détermination de l'usage futur. L'usage futur du site n'étant pas déterminé dans l'AP d'autorisation initial, l'exploitant doit transmettre au Maire ou au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ainsi qu'au(x) propriétaire(s) du terrain, ses propositions sur le type d'usage futur du site. Il doit accompagner ce courrier des plans du site et des études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site. Ce courrier sera également transmis en copie au Préfet de département pour sa bonne

information.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit déterminer l'usage futur du site et assurer la notification comme le prévoit le I de l'article R. 512-39-1.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Accès – État général du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
V.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :
2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
<b>Constats :</b>
Le site d'exploitation, étant inclus dans l'emprise globale de la carrière « Bonnefoy Béton Carrière Industrie » aux Monts Ronds, l'accès est, de fait, soumis à vérification et inscription via le registre d'entrée.
Le site de l'activité de pyrogazéification correspond à un ensemble constitué d'un bâtiment équipé de nombreuses portes au rdc et un espace bureau au premier étage ainsi que de l'outil industriel à proprement parler en extérieur (structure métallique).
Le bâtiment est équipé de portes fermant à clé, mais certaines d'entre elles n'étaient pas verrouillées ou laissées ouvertes.
Des vols ont eu lieu à l'intérieur du bâtiment sur divers types de matériel encore en place (câbles, ferrailles, accessoires etc.).
Le bâtiment, à l'étage est occupé par des ouvriers pour leur pause déjeuner principalement. Le bâtiment reste alimenté en eau et électricité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Déchets et Produits dangereux – Stockage et quantités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>
IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :
1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de

stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

**Constats :**

L'exploitant a affirmé que les cendres liées au process avaient été évacuées. Il a présenté son tableau de suivi interne indiquant la prise en charge des déchets à évacuer ainsi que les derniers bordereaux de suivi des déchets. La dernière évacuation de cendres (code déchet 19 01 13\*) date du 20/05/2021.

Néanmoins, l'inspection des installations classées, lors de la visite du site, a constaté la présence des matériaux / déchets susceptibles de générer des pollutions, qui devront être éliminés pendant la cessation d'activité, à savoir :

- des liquides (bidons et IBC) qui devront être évacués et traités selon les modalités nécessaires. Pour exemple, il a été constaté la présence de bidons, aux RDC du bâtiment, sur rétention, de produits présentant les mentions de danger suivantes : « je ronge », « j'altère la santé ou la couche d'ozone », et « je nuis gravement à la santé ». L'exploitant a indiqué qu'il s'agit de produits réactifs pour l'entretien des eaux de la chaudière.

- 7 IBC. Ils sont stockés au niveau de l'espace extérieur, sur un espace goudronné avec bordure de rétention. Aux dires de l'exploitant, ils contiennent du glycol. Les étiquetages effacés, ne permettent pas de vérifier cette information.

En tout état de cause, ces IBC devront eux aussi être évacués et traités selon la filière adéquate.

- 8 transformateurs électriques. Ils sont situés au niveau du RDC du bâtiment et correspondent à l'alimentation électrique de chacun des blocs moteurs. La date de fabrication des transformateurs inscrite sur la plaque d'information est 2017 ; il ne sont donc pas concernés par le Plan national d'élimination des appareils susceptibles de contenir des PCB.

- 1 cuve de gaz propane. Cette cuve est située à l'extérieur, sur le « haut » du parking. L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection que la cuve a été vidée et que Butagaz /Antargaz allait venir la récupérer d'ici peu de temps (sous 1 mois environ).

- des extincteurs portatifs et des RIA (n'ayant pas fait l'objet des vérifications périodiques depuis mars 2020) alimentant le système de sécurité incendie.

Enfin, à noter qu'au niveau du bloc moteur n°6, au RDC, une fuite d'un liquide gras fait une tache au sol sur environ 2 à 3 m<sup>2</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra faire évacuer l'ensemble des matériaux et déchets présents sur son site



conformément à la réglementation en vigueur. Cette évacuation se fera en lien avec la procédure de cessation d'activité. Le site devra être rendu propre et dépourvu de déchets pour l'acheteur qui reprendra une activité autre sur les mêmes parcelles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Risque d'incendie et d'explosion**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2022

**Thème(s) :** Risques chroniques, mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'électricité était toujours fonctionnelle dans la majorité des pièces visitées (étage et RDC du bâtiment).

L'exploitant a également indiqué que le système des moteurs a été inerté par ajout d'azote (en remplacement des huiles).

Les extincteurs portatifs et le système de détection incendie était également encore en place. Néanmoins, la date de dernière vérification des appareils est de 2020 et la centrale de détection clignotait en défaut.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra supprimer les risques d'incendie et d'explosion conformément à la réglementation en vigueur. Cette suppression des risques devra être réalisée conjointement à la procédure de cessation d'activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2022

**Thème(s) :** Risques chroniques, mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

<p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le diagnostic des effets de l'installation sur son environnement n'a pas été réalisé par l'exploitant. Il devra être joint aux éléments à fournir lors de la procédure de cessation d'activité.</p> <p>L'exploitant devra réaliser le traçage des eaux souterraines en 2 campagnes successives (l'une en période de basses eaux et l'autre en période de hautes eaux), conformément à l'article 2.1.4.6 de l'APC du 22/08/2017 qui précise notamment la surveillance des effets de l'installation sur son environnement à mettre en place en cas de cessation d'activité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le diagnostic des effets de l'installation sur son environnement devra être joint aux éléments à fournir lors de la procédure de cessation d'activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>